

Visite officielle en Tunisie et en Algérie du ministre des Relations extérieures

Le ministre des Relations extérieures, M. Jean-Luc Pepin, s'est rendu en visite officielle en Tunisie du 22 au 25 avril et en Algérie du 25 au 30 avril 1984.

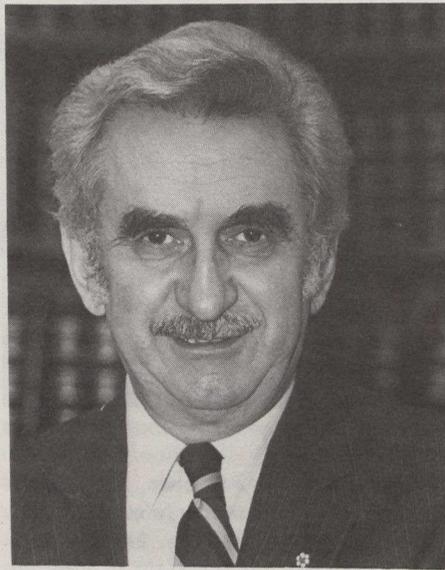
En Tunisie

La Tunisie est le plus ancien partenaire du Canada en Afrique du Nord. Le Canada a en effet établi des relations diplomatiques avec ce pays en 1957. Dans une première phase, la Tunisie a été l'un des principaux récipiendaires de l'aide canadienne en Afrique. Le projet le plus important réalisé dans ce pays avec l'aide du Canada a été celui du barrage Bourquiba à Sidi Saad. Les autres projets d'aide canadienne ont été réalisés dans les secteurs de la médecine et du développement rural.

Des visites ministérielles échangées au fil des années ont contribué au renforcement et à l'intensification des relations politiques tout comme les réunions périodiques de la Commission mixte dont la première fut tenue à Tunis en 1969 sous la présidence de M. Pepin, alors ministre de l'Industrie et du Commerce.

Depuis 1976, ces relations ont bénéficié de nouveaux instruments de coopération dont des programmes de formation et d'assistance technique à frais partagés et la disponibilité de crédits canadiens à l'exportation.

M. Pepin a tenu des consultations politiques avec le premier ministre de Tunisie, M. Mohamed Mzali. Il s'est aussi entretenu avec d'autres dirigeants tunisiens afin d'examiner les orientations de la coopération à plus long terme ainsi



M. Jean-Luc Pepin

que les voies et moyens qui pourraient compléter ceux qui existent déjà pour promouvoir nos échanges.

M. Pepin a profité de son séjour à Tunis pour procéder à la signature d'un protocole d'entente assurant une aide alimentaire d'urgence d'une valeur de cinq millions de dollars.

Lors de son séjour à Tunis, le ministre des Relations extérieures a aussi eu l'occasion de rencontrer le secrétaire général de la ligue arabe, M. Klibi.

En Algérie

M. Pepin fut, en 1971, le premier des ministres du gouvernement canadien à se rendre en visite officielle en Algérie. De-

puis lors, les relations entre le Canada et ce pays ont connu un essor remarquable. L'existence d'une Commission mixte entre les deux pays, la signature en 1983 d'un accord-cadre sur la coopération scientifique et technique, la multiplication de part et d'autre des visites ministérielles et la mise en place d'instruments de coopération humaine et économique en témoignent.

L'ensemble de ces événements résultant de l'action des gouvernements canadien et algérien et la performance des firmes canadiennes œuvrant en Algérie expliquent que ce pays soit devenu en 1983 le onzième meilleur partenaire commercial mondial du Canada. D'une trentaine de millions en 1971, les exportations canadiennes atteignent aujourd'hui le demi-milliard de dollars.

La visite de M. Pepin en Algérie a suivi de près la signature entre la Société pour l'expansion des exportations et la Banque algérienne de développement d'une nouvelle ligne de crédit de 542,5 millions de dollars visant l'appui de la vente de biens d'équipement et de services canadiens.

En plus de lui permettre de mesurer l'ampleur du chemin parcouru et des résultats obtenus au cours de la dernière décennie, la rencontre de M. Pepin avec le premier ministre d'Algérie, M. Abdelhamid Brahimi, et le ministre des Affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahim, a contribué à la mise en place de nouveaux mécanismes servant à consolider et à diversifier encore davantage cette coopération. La visite de M. Pepin a donné lieu également à un échange de vues sur les principales questions d'actualité internationale.

Le Canada, hôte de la 12^e Conférence régionale des États membres de l'OIT

M. André Ouellet, ministre canadien du Travail, a annoncé à Genève, à la suite d'une entrevue avec le directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), M. Francis Blanchard, que le Canada serait l'hôte de la douzième Conférence régionale des États d'Amérique membres de l'Organisation internationale du travail. Cet événement aura lieu à Ottawa, au printemps 1985, ce qui, selon le ministre, soulignera l'adhésion du Canada aux principes de l'OIT dont il est membre fondateur. Le Congrès du travail du Canada et l'Association des manufacturiers canadiens, deux organismes représentés au Conseil d'administration de l'OIT, ont souscrit à l'idée d'organiser la

conférence à Ottawa.

La dernière Conférence régionale de l'OIT au Canada remonte à 1966. Ces conférences régionales ont lieu tous les quatre ou cinq ans et elles attirent des représentants des 25 États d'Amérique membres de l'OIT et de son conseil d'administration, de même que des observateurs d'États membres d'autres régions et d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux à caractère international. Elles sont organisées dans le but d'étudier certains aspects des activités qu'exerce l'OIT dans les quatre régions que constituent l'Asie, l'Afrique, l'Europe et les Amériques. La région des Amériques comprend les États-Unis,

le Canada et les pays d'Amérique latine et des Antilles.

La onzième conférence régionale américaine s'est déroulée en Colombie, en 1979.

La conférence d'Ottawa portera sur le développement rural, y compris les problèmes liés aux populations autochtones, et sur les relations de travail. On y discutera également d'un rapport présenté par le directeur général sur les événements survenus dans les Amériques qui touchent l'OIT.

M. Ouellet en sera le président. Participeront à cette conférence un nombre considérable de ministres du Travail venant d'États membres d'Amérique. Les ministères provinciaux du Travail recevront une invitation.